

Déclaration des Quatre (1930)

Déclaration de l'Opposition bolchévik-léniniste au Comité Central, à la Commission Centrale de Contrôle du Parti Communiste Russe et à tous les membres du Parti (Pour la discussion à venir)

Christian Rakovsky

Source : « La Lutte de Classes », 3e année, n° 25-26, septembre à décembre 1930, pp. 22-30.

Ce document, rédigé en avril 1930 par Rakovsky alors qu'il était exilé à Barnaoul, analyse et dénonce les conséquences de la politique de collectivisation forcée menée par la direction stalinienne. Le texte fut publié en russe dans le Bulletin de l'Opposition (n°17-18 de novembre-décembre) et en français dans la revue « *La Lutte de Classe* » avec une [introduction de Léon Trotsky](#) où celui-ci écrivait : « *Nous avons enfin reçu, avec quelque retard, la déclaration des camarades Rakovsky, [Mouralov](#), [Kossior](#) et [Kasparova](#), avec laquelle ces camarades se sont adressés au parti un peu avant le 16e Congrès. Par suite d'un hasard fatal, les exemplaires de la déclaration qui nous ont été envoyés à l'époque, ont été saisis. Malgré ce grand retard, le document que nous publions conserve entièrement son importance. Malgré la concision de la formulation, le document donne des appréciations nettes des processus économiques et politiques, nomme par leur nom les dangers qui ne sont pas éloignés, mais tout à fait proches.* » Introduction et notes par MIA.

Dans sa déclaration au C.C. [*Comité central*] et à la C.C.C. [*Commission Centrale de Contrôle*] du 4 octobre de l'année dernière ¹, l'opposition bolchevik-léniniste s'est élevée contre les mesures administratives extraordinaires à la campagne, parce qu'elles entraînent après elles des conséquences politiques négatives. Nous nous sommes aussi élevés contre la théorie tout à fait nuisible de la possibilité de la construction de la société socialiste dans un seul pays, théorie qui ne pouvait naître que dans l'imagination de la bureaucratie, croyant à la toute-puissance de l'appareil, théorie mise en avant par Staline et [Boukharine](#) après la mort de Lénine. Nous avons écrit que cette théorie crée des illusions très nuisibles, conduit à la sous-estimation des difficultés énormes qui surgissent sur la voie de la construction socialiste, et par cela même, laissent le parti et le prolétariat non préparés à les surmonter.

Dans notre déclaration, nous avons aussi indiqué que les thèses justes en principe de la 16e Conférence du parti ² sur l'industrialisation et la collectivisation, sous la direction bureaucratique, c'est-à-dire quand la classe est remplacée par les fonctionnaires qui se transforment en une caste dirigeante isolée, amènent non au développement, mais à la faillite de la construction socialiste.

Nous avons indiqué que la restauration et le renforcement de la démocratie du parti et ouvrière est la première condition pour éloigner le carriérisme, la sottise, *l'arbitraire de l'appareil*, médaille dont le revers est *l'abattement, l'humilité et la privation de droits des masses travailleuses*.

La justesse de cette ligne, éprouvée par l'expérience du passé, a trouvé une nouvelle confirmation dans cette crise économique et politique dont les conséquences sont encore à venir, provoquée par la

1. Voir sur MIA : [Déclaration au Comité central et à la Commission centrale de contrôle](#)

2. La 16e Conférence du Parti s'est tenue du 23 au 29 avril 1929

politique de la collectivisation intégrale, et son écroulement tapageur et lamentable. Par l'article de Staline du 3 mars ³, par son appel du 15 mars, le C.C. lui-même a contresigné nos critiques. La tentative de rejeter la responsabilité de la faillite de la collectivisation intégrale sur l'absence de principe et sur la pauvreté politique de l'appareil, est aussi la renaissance de la faillite de la direction même, dans la mesure où la responsabilité de la qualité de l'appareil repose sur cette direction. Une question se pose : pourquoi le C.C. n'a-t-il pas prononcé un seul mot dans sa résolution de novembre sur les kolkhozes ⁴, condamnant l'application de la violence contre les paysans moyens et pauvres ? Pourquoi ne l'a-t-il pas fait plus tard, quand de tous les côtés on dénonçait ces scandales et ces violences, et pourquoi a-t-il attendu la faillite déjà apparente de la campagne des semailles pour les condamner ?

Le C.C. accuse l'appareil d'avoir construit des *communes* et non des *associations*, d'avoir collectivisé tous les moyens de production, et pas seulement ceux qui ont rapport à la production du pain et du blé. Pourquoi alors le C.C., dans sa résolution de novembre, n'a-t-il pas donné cette directive, mais a-t-il exigé la construction des kolkhozes géants, contre lesquels proteste maintenant le Commissariat à l'Agriculture de l'U.R.S.S., et pourquoi a-t-il donné à comprendre qu'il faut édifier des communes ? Ce qui était seulement une allusion dans la résolution du C.C. s'est métamorphosé en une directive nette dans le premier statut des kolkhozes, élaboré par le centre dirigeant des kolkhozes. De là il faut déduire que si la collectivisation intégrale avait réussi, il n'y aurait eu ni l'article du 3 mars, ni l'appel du 15 mars. Il a raison, l'exécutant qui déclare : « *Nous avons justement exécuté les décisions du parti, et ce n'est pas notre faute si le parti change son cours.* » (« *Krasny Altaï* », 31 mars 1930.)

Tout ce qui est indiqué plus haut se rapporte à la question de la responsabilité formelle du C.C.. Mais le C.C. porte aussi une responsabilité politique. Le C. C. a donné une directive qui, par elle-même, est *une déviation grossière du socialisme*. Le mot d'ordre de la collectivisation intégrale, qu'il s'agisse d'un délai de quinze ans, comme on le disait au début, ou d'un délai d'une année, comme on l'a dit après – est par lui-même une absurdité économique complète. Nous sommes marxistes et nous savons qu'une nouvelle forme de la propriété peut se créer sur la base de nouveaux rapports de production. Mais ces nouveaux rapports de production *n'existent pas encore*.

Sur tout le territoire de l'Union, il y a seulement 50.000 tracteurs (pour ne pas parler d'autres machines). La plupart des tracteurs appartiennent aux sovkhoses ⁵, et, tous ensemble, ils ne sont pas en état d'assurer même 5 p. 100 de la superficie ensemencée. Sans la création d'une base technique développée, même les kolkhozes organisés pour la plupart aux frais du crédit de l'État, malgré leur caractère de classe pauvre développé, sont condamnés à un émiettement facile.

C'est une absurdité économique aussi de décréter la suppression du koulak ⁶ comme classe, et la suppression de la N.E.P. ⁷ Les kolkhozes, dans leur forme la plus développée (les communes) restent quand même transitoire entre l'économie individuelle et le socialisme. Du kolkhoze on peut monter plus

3. Voir l'article de Staline « *Le Vertige du succès* » (Pravda, 2 mars 1930).

4. Les Kolkhozes (*Kollektivnoïe Khoziaïstvo*, c'est-à-dire « exploitation collective ») étaient des coopératives agricoles où les paysans mettaient en commun leurs outils, bétails et champs. Ils furent développés à grande échelle par la direction stalinienne à partir de 1929 dans le cadre de la collectivisation forcée de l'agriculture. En octobre 1927, 286.000 familles étaient occupées dans les kolkhozes. En octobre 1929, elles étaient 1.008.000.

5. Les Sovkhoses (*Sovietskaïa Khoziaïstvo*, c'est-à-dire « exploitation soviétique ») étaient des exploitations agricoles dépendant directement de l'État. Le matériel était fourni par ce dernier et les paysans avaient un statut salarié. La distinction entre kolkhozes et sovkhoses devint sous peu purement nominale.

6. Koulak (littéralement « le poing »), terme péjoratif employé pour désigner les paysans riches et leur brutalité dans l'exploitation des paysans pauvres.

7. La Nouvelle politique économique (NEP, *Novaïa èkonomitcheskaiia politika*) fut adoptée par le Xe Congrès du Parti communiste en mars 1921 afin de remplacer les mesures économiques du « communisme de guerre ». Avec l'adoption de la NEP, conçue par Lénine comme une « retraite forcée », les relations marchandes sont devenues la forme principale des rapports entre l'industrie nationalisée et l'économie paysanne. La suppression du système de réquisitions et le passage à l'impôt en nature ont permis aux paysans de vendre leurs surplus sur le marché et d'y acquérir les articles manufacturés dont ils avaient besoin. La NEP offrait également des concessions aux capitaux étrangers afin de relancer la production agricole et industrielle dévastées par la guerre. La NEP fut d'application jusqu'au Premier plan quinquennal de 1928 et ne prit officiellement fin qu'en 1930 avec la collectivisation forcée des terres.

haut vers la forme socialiste. Mais du kolkhoze on peut descendre en bas, comme cela arrive souvent, vers la forme de l'économie individuelle. Aucun statut et décret n'est en état d'écarter les contradictions qui continuent à exister sous forme de facteurs économiques, comme survivances du comportement qui entourent les kolkhozes ou qui s'introduisent en eux. L'ignorance de cette vérité économique a amené : 1) à appliquer la violence, et 2) à la faillite de la construction des kolkhozes.

L'appel du C.C. du 15 mars est la défaite du paysan pauvre et de l'ouvrier agricole, la défaite de la construction socialiste, la défaite du parti et du communisme. Le parti et le communisme n'en portent aucune responsabilité, car la collectivisation *intégrale* a été entreprise en violation du programme du parti, en violation des principes les plus élémentaires du marxisme, au mépris des avertissements les plus élémentaires de Lénine dans les questions de la collectivisation, des paysans moyens, et de la N.E.P. Cependant le résultat de l'ultra-gauchisme centrisme a infligé au parti et au communisme une leçon des plus sévères.

Devant le parti, la question est posée : que faut-il faire pour que la retraite ne se transforme pas en une fuite désordonnée, en catastrophe. La gravité de la situation atteint un degré qu'elle n'a pas connu depuis la période de la guerre civile. Cela, chaque membre du parti le sent, mais la direction du parti le nie. La presse du parti berce le parti avec un optimisme qui n'a pas la moindre justification. L'énorme danger contre lequel nous mettons en garde le parti, consiste en ce que la direction du parti, pour dissimuler les lourdes fautes commises, fasse des élections au Congrès du parti et du Congrès lui-même, une revue bureaucratique habituelle. Le Congrès ne doit servir à la direction que de renfort et les décisions des problèmes les plus graves seront prises par les méthodes que Lénine appelait « *cachées* – réservées au Comité central – *idiotes* ». Cela signifie que pour effacer les anciennes fautes on en commettrait de nouvelles. Le parti ne doit plus admettre qu'on l'écarte de la solution des questions qui touchent à l'essor de la dictature prolétarienne elle-même. Il est temps d'en finir avec la politique « secrète » [littéralement : de « l'alcôve »]. La base du parti doit exiger que toutes les questions de programme soient soumises à son examen.

Il reste seulement une voie – le chemin de la mobilisation du parti, de la classe ouvrière et des paysans pauvres autour d'une ligne léniniste précise. L'appareil n'est pas en état de retenir les éléments petits-bourgeois qui croissent comme l'avalanche. La petite bourgeoisie paysanne a dans ses mains des moyens aussi sûrs pour réagir contre la direction du parti que la réduction des emblavures, qui trouve sa justification objective dans le fait que la moitié des bêtes de trait a péri. Comme toujours, l'appareil se traînera à la queue des diverses tendances, et comme toujours, l'appareil entraînera derrière lui la direction du parti.

La mobilisation du parti est inconcevable sans qu'il sache quelles causes ont provoqué la crise actuelle. Il doit savoir précisément quelle part de responsabilité de cette crise repose sur la direction actuelle, et quelle part repose sur le bloc centre-droit. La direction centrisme essaye de se créer ce qu'on appelle, dans la terminologie judiciaire, un alibi. Dans son discours devant les marxistes agraires, Staline affirme que la politique recommandée par les bolchéviks-léninistes amènerait aussi à la liquidation des koulaks comme classe, mais sans les mesures de précaution qui ont été appliquées par la direction centrisme. Cela est absolument faux.

Dans cette question, comme dans les autres, nos lignes divergent stratégiquement. En menant la lutte pour la limitation de l'exploitation koulakiste avec l'aide d'une Union des paysans pauvres, l'opposition bolchevik-léniniste, par toute une série de mesures économiques a, en même temps, lutté non moins victorieusement contre la théorie opportuniste bureaucratique de la possibilité de construire la société socialiste dans un seul pays. Cette théorie, dans son embryon, a contenu l'idée de la collectivisation intégrale. Aussitôt que les informations sur la collectivisation intégrale ont pénétré dans la presse, nous, bolchéviks-léninistes, y compris L. D. Trotsky, avons indiqué, encore en décembre et janvier, le caractère pourri et nocif de ce mot d'ordre. Nous avons vu en lui seulement un saut de l'ultra-gauche dans le marais droitier. Les événements ont, ici également, justifié nos prévisions, et plus vite que nous ne nous y attendions.

Par quelle voie la direction centrisme en est-elle venue à l'aventure ultra-gauchiste de la collectivisation intégrale ? Pour défendre cette nouvelle étape, le centrisme met en avant deux explications, l'une excluant l'autre. L'une affirme que la collectivisation intégrale est le prolongement normal de la collectivisation partielle ; la victoire du principe du plan sur l'anarchie petite-bourgeoise.

Telle est l'appréciation de la résolution de novembre, du C.C. De cette résolution découle que la collectivisation intégrale est un acte entièrement voulu par la direction du parti. Tel était, pendant quatre mois, le *leitmotiv* de la presse du parti et soviétique. Mais en même temps est survenue une autre explication : la collectivisation intégrale était une tentative forcée par les circonstances de sortir des difficultés alimentaires actuelles et futures. « *Nous sommes entrés en elle (« la révolution anti-koulak »)* – écrivait Boukharine – *par le portail des mesures extraordinaires et du rapide développement de la crise de l'économie du blé.* » Ou la collectivisation intégrale, ou le capitalisme agraire, il n'y a pas de troisième possibilité. Telle est approximativement ce deuxième point de vue.

Nous, bolcheviques oppositionnels, avons rejeté ces deux constructions comme théoriquement erronées et pratiquement funestes. Sur l'inconsistance du premier point de vue, nous avons déjà tout dit. L'inconsistance du deuxième devient apparente si l'on essaye de le déchiffrer. De ce point de vue découle que maintenant, après l'écroulement de la collectivisation intégrale, *la voie seule du capitalisme agraire* reste ouverte. Il apparaît ainsi – surtout maintenant avec l'empirement des conditions de vie, par suite de l'empirement de la situation économique et politique du pays – que tous les zigzags ultra-gauches ont uniquement servi à mieux assurer la victoire du capitalisme agraire. Le socialisme « intégral » était nécessaire uniquement pour ouvrir le chemin au capitalisme intégral.

Il faut dire que la manière boukharinienne de saisir la question, à laquelle la rédaction de la « *Pravda* » s'est jointe, coïncide avec « l'évolution » des S-R, mencheviques, K-D, « *Smienna wech* »⁸. Tout récemment, dans la presse économique soviétique, le schéma suivant de notre système économique est apparu : 1) la faillite du rassemblement du blé ; 2) application des mesures extraordinaires dans le domaine de l'échange ; 3) réduction des emblavures et aggravation de la crise du blé ; 4) mesures extraordinaires dans le domaine de la production (collectivisation intégrale forcée). Il ne reste qu'à revenir au point de départ : élargissement de la N.E.P., antichambre du capitalisme franc.

Le parti ne doit pas admettre qu'on le place devant l'alternative qui, en dernier lieu, nous est posée par l'ennemi de classe. La collectivisation intégrale n'était pas indispensable, pas plus que n'est

8. Socialistes-révolutionnaires (S-R), parti fondé fin 1901-début 1902 par l'union des divers groupes populistes. Les S-R considéraient la classe paysanne, sans distinctions sociales en son sein, comme le moteur de la révolution et de la construction du socialisme dans une Russie où le capitalisme ne pouvait se développer comme en Occident. Ils refusaient donc tout rôle dirigeant au prolétariat. Après la révolution de Février 1917, les S-R furent, avec les mencheviques et les cadets, la force principale du Gouvernement provisoire bourgeois, plusieurs de ses dirigeants en furent ministres (Kérenski, Avksentiev, Tchernov). Hostiles aux bolcheviques, refusant de reconnaître la prise du pouvoir par les Soviets en Octobre, le Parti S-R s'engagea de plus en plus dans le camp de la contre-révolution pendant la Guerre civile et fut interdit.

Mencheviques : fraction, puis parti issu de la scission de la social-démocratie russe survenue à partir du IIe Congrès du POSDR. A ce congrès, la majorité (*bolshinstvo*), était dirigée par Lénine, et la minorité (*menshinstvo*), par Martov. Les mencheviques suivaient l'orientation « classique » de la nécessité d'une révolution bourgeoise en Russie (et donc dirigée par la bourgeoisie) suivie d'une longue étape démocratique avant que le prolétariat ne puisse engager la lutte pour le socialisme. Après février 1917, la majorité du Parti menchevique a soutenu la poursuite de la guerre (à part sa minorité dite « menchevique-internationaliste » de Martov), et s'est opposée frontalement à la révolution d'octobre et au pouvoir bolchevique. Pratiquement interdit en URSS au début des années 1920, le parti menchevique continua d'exister quelques années dans l'émigration.

K-D : Parti constitutionnel-démocrate (dit « cadet » pour ses initiales), principal parti de la bourgeoisie libérale, fondé en octobre 1905 (son nom officiel était « Parti de la liberté du peuple »). Il regroupait les représentants de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers et des intellectuels bourgeois et se prononçait en faveur d'une monarchie constitutionnelle par des réformes démocratiques graduelles. Après la victoire de la Révolution d'Octobre, les cadets furent la principale force politique de la contre-révolution.

« *Smienna Viek* » (Changement de cap) : Hebdomadaire publié à Paris dans les années 1920 par un groupe d'intellectuels émigrés (Kliuchnikov, Outraliov, Loukianov) qui donna naissance à un courant politique encouragé par la réactivation des éléments capitalistes en URSS à la suite de la NEP. Convaincus que le pouvoir soviétique ne pouvait pas être renversé par la force, ce groupe s'offrit de collaborer avec lui dans l'espoir de le voir évoluer progressivement vers un rétablissement du capitalisme.

indispensable l'élargissement de la N.E.P. Politiquement, la collectivisation intégrale était possible seulement avec la droite et le centre au pouvoir, comme la néo-N.E.P. peut devenir inévitable si cette même politique opportuniste continue. Dans cette question, la différence entre les droitiers et les centristes est dans les *rythmes* : les droitiers proposent une politique de droite conséquente, les autres avec des intervalles ultra-gauches.

La particularité de la crise économique dans le passé consistait en ce que l'industrie ne pouvait pas satisfaire la demande accrue de l'économie agricole ; la particularité de la crise actuelle consiste en la baisse rapide de la demande de l'économie agricole et dans la réduction non seulement relative, mais aussi absolue de la quantité des produits agricoles. Le pain dont nous disposons est d'autant plus insuffisant qu'il doit remplacer la viande, les graisses, les légumes, les fruits, le sucre qui font défaut. Pour rétablir les bêtes de trait, les animaux producteurs de lait et le menu bétail, il faudra quelques années. D'après les informations, dans certaines régions du Kazakhstan, 50 p. 100 du bétail est exterminé, et une proportion semblable dans les sovkhozes. Dans certaines régions de Sibérie, à chaque économie individuelle qui est entrée dans les kolkhozes revient 1/10 de cochon et 8/10 de vache. Il s'agit de la campagne sibérienne, qui est connue par son fort bétail producteur de lait. L'aggravation de la crise alimentaire est encore à venir. Elle se fera sentir probablement dans les semaines et les mois les plus prochains ; pendant des années elle ne quittera pas l'ordre du jour.

La réduction de la quantité de produits alimentaires versés sur le marché, et la croissance rapide de leur prix se reflète dans l'abaissement du salaire réel. À la grande indignation de la « *Pravda* » [lacune par la faute du copiste...] l'approvisionnement des ouvriers empire. Le salaire, en différents endroits, baisse. D'après les informations des journaux, plusieurs coopératives ouvrières ont augmenté les prix de la viande et du lait jusqu'à 38 p. 100 et 30 p. 100. Le Centre coopératif a donné comme directive de baisser les prix. Mais cette directive, par suite du manque de produits, équivaut à mettre un emplâtre sur une jambe de bois.

La crise des produits alimentaires qui menace l'industrie depuis février est déjà tangible d'après les indices de l'industrie dans les grands centres comme Leningrad. Elle menace l'industrie à un moment où cette dernière a épuisé tous les moyens possibles et admissibles pour augmenter l'intensification et la productivité du travail et l'abaissement du prix de revient et en est arrivée à un équilibre instable. Le moment le plus dangereux arrive lorsque la crise alimentaire peut réduire à néant tous les succès et les indices de l'industrie dans la première année du plan quinquennal.

Cela confirme la justesse des avertissements que l'opposition bolchévik-léniniste a faits dans sa déclaration du 4 octobre 1929, en se prononçant contre l'application – pour resserrer la discipline du travail et la rationalisation – des méthodes qui ont été rejetées par la révolution d'Octobre, celles qui consistent à rendre des décrets sur la discipline qui sont une violation directe des résolutions du Congrès du parti en 1921 sur les syndicats, à introduire la semaine ininterrompue de travail avec des avantages économiques, et ceci, non comme une mesure extraordinaire, et sans l'accord des ouvriers, l'émulation socialiste (par des méthodes semblables à celles avec lesquelles on a réalisé la collectivisation intégrale à la compagne), à abaisser le tarif du travail aux pièces, à augmenter la norme de production, à dépersonnaliser de plus en plus les syndicats et à réduire le nombre des chômeurs qui touchent une allocation.

LA DIMINUTION DES DROITS ET L'AGGRAVATION DE LA SITUATION MATERIELLE DE LA CLASSE OUVRIERE

Tout cela amène, après une hausse temporaire des forces productives, à leur affaissement. Au lieu du chiffre de 400 millions de roubles officiellement prévus, que devait rapporter la réduction des prix de revient pour le premier trimestre de 1930, on a obtenu seulement 180 millions. Autrement dit, la tâche est accomplie seulement à 45 p. 100. Pendant les deux mois (janvier et février), du deuxième trimestre, « *dans le mouvement des prix de revient il n'y a pas d'abaissement notable* » (« *Pravda* »). Probablement il y a une aggravation si l'on juge d'après les chiffres de l'industrie métallurgique d'Ukraine.

Au lieu de l'abaissement du prix de revient prévu de 11,35 p. 100, il est tombé seulement à 2,76 p. 100, le plan est accompli à 20 p. 100. Il faut indiquer que la classe ouvrière, placée dans des conditions difficiles, a donné *la tension maxima de ses forces*. En février, par comparaison avec janvier, le salaire individuel journalier a augmenté seulement de 1,8 p. 100 et la productivité du travail de 4,7 p. 100. La tâche pour l'augmentation de la production pendant les cinq premiers mois de la deuxième année de l'exécution du plan quinquennal, dans l'industrie légère, est accomplie entièrement, et dans l'industrie lourde, à 34,7 p. 100 au lieu des 40,7 p. 100 prévus, avec une extension de la semaine ininterrompue de travail à 54 p. 100 des ouvriers. Selon les remarques des journaux eux-mêmes « *la mauvaise qualité permet une production plus abondante* ». Pendant janvier-février, de nouveaux termes sont entrés dans la circulation pour caractériser la baisse de la qualité, par exemple la « *peste du verre* ». Jusqu'à quel point les bilans des quantités sont gonflés on peut en juger d'après le fait le fait suivant, officiellement enregistré : la production de galoches qui, en 1928, était de 48 p. 100 plus élevée qu'en 1913 (41,5 millions de paires au lieu de 28 millions de paires). Or, la production réelle n'atteint plus que 74 p. 100 de celle d'avant-guerre, si l'on tient compte de la baisse de la qualité (« *l'Observation économique* », octobre 1929). Comme pour préparer à la non-exécution du plan pour les investissements de fond, la « *Pravda* », en liaison avec les rapports pour l'industrie des mois écoulés, écrit : « *Il existe un danger très inquiétant que dans la lutte pour accomplir les tâches assignées on ne fasse pas suffisamment attention à la préparation du développement ultérieur de la production.* »

Pour le premier trimestre de la deuxième année de l'exécution du plan quinquennal, on a publié dans notre presse une série de communications témoignant de l'accentuation des mauvais rapports dans les usines entre la direction de l'usine et les ouvriers (le sabotage, quelques actes terroristes isolés, grèves au ralenti). Durant ces derniers temps on ne voit plus de communications de ce genre. Faut-il de là conclure que les causes génératrices de ces faits sont éliminées, ou qu'on ne les communique pas pour ne pas faire de taches sombres sur le tableau de la félicité générale ? Là-dessus, seuls ceux qui connaissent la vie intérieure de notre industrie peuvent répondre.

Il faut attirer l'attention sur la campagne des contrats collectifs de cette année. Elle s'est réduite à une pure formalité par l'introduction du plan de l'industrie et des finances dans les contrats collectifs. Nous devons prêter attention à la situation exceptionnelle des ouvriers dans les sovkhoses. Ce sont les éléments les plus abandonnés. L'enquête de l'Inspection ouvrière et paysanne du bas-Volga au sovkhose « *Ortzvod* » montre que dans cette région se créent des rapports qui rappellent plutôt les domaines seigneuriaux qu'un sovkhose. « *Les ouvriers disent justement : « Nous sommes des ouvriers des pomiestchiks ⁹».* (« *Pravda* » du 28 mars.)

Parallèlement à la hausse des prix des produits croissent les impôts indirects. Le budget de cette année prévoit une nouvelle augmentation des accises sur le tabac, les allumettes, le sucre, la confection, la vodka, la bière, etc. L'augmentation de la part des ouvriers dans la souscription aux emprunts d'État avec interdiction de revendre leurs parts pendant cinq ans, agit dans le même sens. L'augmentation des dons « *bénévoles* » pour la construction des kolkhoses, a seulement abouti à passer en plusieurs endroits de la semaine de cinq jours à celle de six jours, et dans l'Oural, certaines usines sont passées de la journée de 8 heures à la journée de 10 heures. Ces violations de la loi sont probablement devenues tellement fréquentes que le Commissariat au Travail a édité une circulaire spéciale les annulant.

La découverte des abcès scandaleux dans toutes les villes de l'Union et dans tous les domaines des appareils économiques, administratifs et sociaux, d'une part, et le plan quinquennal d'autre part, ont posé d'une manière aiguë la question des cadres du socialisme. Cette question prend maintenant un caractère encore plus aigu après la faillite scandaleuse de la collectivisation intégrale... Mais la question des cadres est mal posée dans notre presse. La direction du parti la pose dans son aspect statistique formel, ou l'envisage au point de vue de sa mécanique bureaucratique intérieure – de la *commodité* de gouverner. La soi-disant science communiste se métamorphosant en servante des fonctionnaires du parti, pose la même question abstraitement, métaphysiquement, par exemple de la façon suivante :

9. Sous le régime tsariste, les *pomiestchiks* étaient des seigneurs campagnards.

« Quelle quantité de vitamines faut-il absorber pour être bon fonctionnaire ? » Le côté le plus important de la question, celui des cadres, et par conséquent, celui de l'appareil, qui est recruté parmi eux, est absolument ignoré. On comprend pourquoi : autrement on serait obligé de constater cette vérité élémentaire que *la question des cadres est liée indissolublement avec la question du contrôle politique des masses, de leur niveau politique, de la démocratie ouvrière dans le parti.*

Dans notre déclaration du 4 novembre, nous avons écrit que le désordre économique, le débrouillage, l'imbécillité bureaucratique, la sottise et l'arbitraire, est un côté de la médaille – dont l'autre est *l'humilité, l'abatement, la privation de droits des masses travailleuses.* De même que les ouvriers du sovkhoe « Ovtsevod » ont dit : « *Nous sommes des ouvriers des pomiestchiks* » ; les ouvriers des fabriques de Oriekhovo-Zouevo ont dit : « *Nous devons entrer dans les kolkhozes, autrement on nous chassera de la fabrique.* » (« Pravda »).

Quand les paysans moyens et pauvres, dans les pays où s'est produite une gigantesque révolution, disent : « *Le pouvoir le veut ainsi, on ne peut pas aller contre le pouvoir* » (« Pravda »), cela montre un état des masses infiniment plus dangereux que le vol et la violence des fonctionnaires. Les thermidor et les brumaire¹⁰ font irruption par le portail de l'indifférence politique des masses. Nous avons toujours mis sur l'initiative révolutionnaire des masses et non sur l'appareil. Aussi, nous ne croyons pas à la soi-disant bureaucratie éclairée comme nos prédécesseurs révolutionnaires bourgeois de la fin du dix-huitième siècle n'ont pas cru au soi-disant « despotisme éclairé ».

Toute la sagesse politique de la direction centriste et centre-droite consiste dans l'étouffement dans les masses du sentiment de l'indépendance politique, du sentiment de la dignité humaine et de la fierté humaine, et à encourager et organiser l'absolutisme de l'appareil. C'est à l'encouragement de ce dernier qu'a servi et sert toute l'ingéniosité (peu ordinaire) de la direction centriste et surtout du secrétaire général (Staline). La force de la direction du parti est dans l'appareil du parti, mais c'est aussi en lui que réside sa faiblesse. Le même fonctionnaire qui cherche dans les yeux de son « patron » de parti à deviner ses désirs, entraîne ce même « patron » dans une direction que celui-ci n'a pas choisie. Le fonctionnaire communique par télégraphe qu'il a déjà collectivisé 4.146 chevaux ; pratiquement il se découvre qu'il n'en a pas collectivisé un seul. Mais le C.C. en se gonflant de ces données fictives déclare « *le dépassement de la collectivisation partielle en collectivisation intégrale* ». Le fonctionnaire à son tour, est bridé par le koulak. Le mot d'ordre du koulak était : « *Entrez tous dans les kolkhozes pour les faire sauter de l'intérieur.* » Quand le fonctionnaire a forcé le paysan moyen à s'inscrire dans le kolkhoze, il a agi à « *l'instigation directe du koulak* », comme l'affirme maintenant la presse officielle. Dans la mesure où la direction est elle-même dirigée par les fonctionnaires, elle agissait sans le vouloir, sous l'influence indirecte du koulak.

Le secrétaire, le président du soviet local, le rassembleur du blé, le coopérateur, les membres des sovkhoezes, les directeurs d'entreprises du parti et sans parti, les spécialistes, les contremaîtres qui, en avançant sur la ligne de moindre résistance, établissent dans notre industrie un système de pressuration et de despotisme à l'usine – voilà le pouvoir réel dans la période de la dictature prolétarienne que nous vivons ! Cette étape peut être caractérisée comme la domination et la lutte intérieure des intérêts corporatifs de différentes catégories de la bureaucratie.

D'État prolétarien à déformations bureaucratiques – comme Lénine définissait la forme politique de notre État – nous nous développons en un État *bureaucratique à survivances prolétariennes communistes.*

Devant nos yeux s'est formée et se forme une grande classe de gouvernants qui a ses subdivisions intérieures croissantes, qui se multiplie par la voie de cooptation intéressée, par la nomination directe

10. On fait référence ici à la date du 9 thermidor 1794 (selon le nouveau calendrier instauré par la Révolution française, c'est-à-dire le 27 juillet) où l'aile droite de la bourgeoisie renversa par un coup d'État les jacobins radicaux dirigés par Robespierre. Ce tournant ouvrait la voie au 18 brumaire (19 novembre) 1799, celle de la contre-révolution triomphante avec la prise du pouvoir par Napoléon Bonaparte. L'analogie « thermidorienne » est donc employée par les militants de l'Opposition de gauche pour caractériser la politique menée par la bureaucratie stalinienne, accusée d'aplanir le chemin à la contre-révolution en Russie.

et indirecte (avancement bureaucratique, système électoral fictif). Comme base d'appui de cette classe originale, se trouve une sorte, originale aussi, de propriété privée, à savoir la possession du pouvoir d'État La bureaucratie « possède l'État en propriété privée », écrivait Marx (*Critique du droit de Hegel*).

Il fallait une brouille entre les bureaucrates du parti et ceux des syndicats, pour que les lecteurs du journal « *Troud* » puissent apprendre que le budget des syndicats est de 400 millions de roubles, dont 80 millions vont aux traitements du personnel. Combien va-t-il au traitement des appareils du parti, des coopératives, kolkhozes, sovkhozes, industries, administration, avec toutes leurs ramifications ? Nous n'avons aucune donnée précise à ce sujet, et même pas de données approximatives.

Quelle tentation présente pour la bureaucratie la collectivisation intégrale et le rythme accéléré de l'industrialisation, il n'est pas difficile de le deviner. Elle élargirait l'armée des bureaucrates, augmenterait sa part dans le revenu national, et renforcerait son pouvoir sur les masses.

La direction centriste s'attribue des mérites spéciaux dans *la politique nationale*. C'est une légende. Le meilleur démenti consiste dans ce fait que jusqu'à maintenant on tient caché au parti les articles de Lénine sur la question nationale écrits au commencement de 1922. C'est parce qu'ils constituent une critique des idées sur la question nationale des gens qui sont justement maintenant à la tête du parti. La vérité est que la création de l'Union soviétique et sa constitution ont été conquises dans une lutte tenace contre les centristes et les droitiers qui ont mis en avant l'autonomisation des frontières de la R.S.F.S.R. [*République socialiste fédérative soviétique de Russie*]

À part quelques décisions tactiques justes, par exemple la formation de la république indépendante du Tadjikistan – *la ligne stratégique de la direction du parti dans la question nationale reste la même ancienne ligne, opportuniste, celle de la « toute-puissance », qui se couvre sous des phrases gauches. Elle se caractérise par la dépersonnalisation des républiques nationales, leur privation d'indépendance, d'initiative, par le renforcement du centralisme bureaucratique, l'éducation d'un type de bureaucrate national qui sautera d'une position communiste à une position triplement nationaliste avec facilité. La bureaucratie envisage la question nationale comme toutes les autres questions, du point de vue de la commodité de gouverner et de diriger.*

Nous estimons fautive *la politique extérieure* de la direction centriste, à part quelques opérations tactiques justes, mais isolées comme la conduite dans le conflit avec les réactionnaires chinois. Le manque de prévoyance, l'absence de plan et d'initiative et d'activité, en même temps que l'absence de liaison avec la politique intérieure, le choix dû au hasard des hommes du Commissariat aux Affaires étrangères et du Commissariat du Commerce extérieur, sont des éléments caractéristiques de la politique extérieure de la direction du parti. Chaque membre du parti se rend compte que l'écroulement de la collectivisation intégrale et de la campagne antireligieuse constituent une victoire non seulement pour la contre-révolution intérieure, mais aussi internationale.

On provoque artificiellement des scissions à l'intérieur du parti et on évince des hommes qui sont en état de s'opposer à la direction centriste (envoi de l'opposition en exil, isolateurs, expulsion de L. D. Trotsky).

Toute la politique du parti de la direction centriste, de même que sa politique vacillante et lamentable dans sa politique économique, contribue à isoler l'Union soviétique, à la baisse de son autorité et de son influence. Il faut décidément repousser la théorie absurde, selon laquelle les « succès » de la construction socialiste ont non seulement tourné la tête aux fonctionnaires du parti, mais aussi déchaîné les impérialistes. La contre-révolution bourgeoise utilise contre nous toutes sortes d'arguments, y compris les grandes vantardises sans mesure de la direction du parti. Mais la pratique de la contre-révolution se détermine non par des perspectives de divination, mais par les faits. Le tableau de notre décomposition renforce les appétits impérialistes, réveillés par sa crise économique aiguë

Le transfert dans l'I.C. de l'opportunisme centriste, avec les exagérations à droite et à gauche qui lui sont

inhérentes, avec ses méthodes bureaucratiques de direction, devait inévitablement amener une décomposition de l'Internationale communiste, l'accentuation de la baisse de son influence sur la classe ouvrière.

La quantité des Jeunesses dans les sections étrangères de l'Internationale communiste des jeunes est tombée, pour l'année du 1er août 1928 jusqu'en octobre 1929 de 20 p. 100. A la fin de l'année passée, selon les données officielles qui sont indubitablement plus élevées qu'en réalité, dans tous les pays (excepté l'U.R.S.S.), il n'y a seulement que 83.063 membres, tandis que dans une seule organisation réformiste de jeunesse, dans les entreprises métallurgiques de Wendel, il y en a 80.000 (plénium du C.E. de la Jeunesse « *Revue de l'I.C.* », 13 novembre (*)). Un des secrétaires de l'I.C.J. a répondu au rapporteur de l'I.C. qui a communiqué les chiffres désolants indiqués plus haut : « *Dans l'I.C., c'est la même chose.* » En effet, nous avons appris par le compte-rendu de la dernière conférence du parti à Paris que les effectifs du parti et des jeunesses dépassent à peine 35.000, et que le parti et la jeunesse ont perdu pendant une année et demie, un tiers de leurs adhérents. Les méthodes de la collectivisation intégrale à délai fixe, transportées dans l'I.C., la préparation de la révolution transformée en exercices oratoires sur le « *passage à une étape supérieure* », l'application du système des programmes-calendriers, des actions révolutionnaires sur commande, célèbre à l'époque du syndicalisme révolutionnaire, tout cela discrédite l'I.C. en donnant en même temps aux gouvernements bourgeois le prétexte pour renforcer la répression contre la classe ouvrière. Tels sont les résultats de l'idéologie opportuniste et des méthodes bureaucratiques dans tous les domaines où s'étendent l'influence et la direction de notre parti.

Le tournant dans la politique du parti, qui a trouvé son expression dans les résolutions de la 16e Conférence n'a été que verbal et superficiel. A toute cette période de la politique centriste peut s'appliquer l'appréciation faite sur la croissance de la production industrielle : « *l'avitissement de la qualité détruit les succès acquis en quantité* ». Mais la qualité ne peut pas, à certains moments, ne pas se refléter sur la quantité. Avec la faillite de la collectivisation intégrale commence toute une série de baisses importantes de la quantité.

Le développement ultérieur des événements dépend des rapports de forces qui se formeront dans le Parti et dans le pays. Ces deux facteurs agissent indépendamment l'un de l'autre, bien qu'il y ait entre eux un certain rapport de réciprocité. La partie de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat et des masses travailleuses doit surmonter l'élément petit-bourgeois et diriger la lutte des masses dans la voie de la dictature prolétarienne.

Quels rapports se formeront dans la période prochaine entre les droitiers et les centristes ? En empêchant la discussion ouverte autour du danger de droite dans le parti et dans le pays, les centristes ne se protègent pas seulement eux-mêmes, mais ils protègent aussi les droitiers. Ils portent ensemble la même responsabilité de la politique de l'appareil pour toute une période. Leurs divergences n'étaient pas profondes. Ce sont deux aspects de la même ligne de l'appareil. Mais *le nouveau bloc, ce bloc de la retraite*, s'il se réalisait, ne tiendrait pas longtemps. Avec la croissance du déséquilibre de la situation, le pouvoir passerait dans les mains des éléments de plus en plus à droite. Cela signifierait le passage au crible graduellement de la direction actuelle.

Toute l'attention de la direction centriste durant la dernière année est concentrée sur la destruction de l'opposition (bolcheviks-léninistes). Dans ce but, tous les moyens que possède l'État ont été mis en œuvre : la violence, la calomnie, la corruption. L'expulsion de L. D. Trotsky, le chef le plus populaire et le plus aimé après Lénine du prolétariat, fut le couronnement de cette politique qui fraye un chemin aux éléments petits-bourgeois.

Une partie de l'opposition a vacillé. Les uns chez lesquels la mesquinerie et la dégénérescence bureaucratique a tué l'esprit révolutionnaire de classe, les autres en s'assujettissant aux mots d'ordre trompeurs des centristes sur l'industrialisation et la collectivisation, ont abjuré indignement leurs idées communistes. Par cela même, ils ont perdu tous droits à la moindre confiance de la part du parti et de la classe ouvrière. Aucune persécution et aucune séduction ne peuvent empêcher les oppositionnels qui

restent fidèles aux idées léninistes d'accomplir leur devoir envers le parti et la révolution.

Dans sa déclaration faite devant le C.C. et devant la C.C.C. du 4 octobre 1929, l'opposition des bolcheviks-léninistes a indiqué la nécessité d'une unification de toutes les forces communistes et révolutionnaires autour du plan quinquennal dans l'industrialisation, pour la lutte contre le capitalisme agraire et les droitiers. Une telle unification, comprenant aussi les Décistes ¹¹, sur la base d'une reconnaissance d'un parti monolithe, est encore plus indispensable maintenant que la nécessité d'opposer les rangs prolétariens solides au thermidor qui s'avance est plus urgente que jamais. Dans la mesure cependant où la réalisation du mot d'ordre d'unification de toutes les forces communistes signifie la fin de la période du monopole politique du centrisme, la bureaucratie centrisme luttera contre lui avec le même acharnement que dans le passé. *Le mot d'ordre de l'unification de tous les communistes révolutionnaires peut être réalisé seulement par la masse du parti dans la lutte contre la bureaucratie centrisme.*

Quels sont les rapports des classes dans le pays ? La situation politique se caractérise par la méfiance de la part du parti – complètement méritée – envers sa direction, et la croissance de la méfiance de la classe ouvrière, et la paysannerie pauvre et moyenne envers le parti et la dictature prolétarienne, non méritée. La direction s'est discréditée en manifestant avec une évidence frappante le caractère sans principe de sa politique qui changeait plusieurs fois pendant quelques semaines (par exemple : résolution du Comité du parti de Moscou sur l'abolition de la N.E.P., qui était elle-même abolie après quelques semaines, parce que, nous apprend-on ensuite, c'était une erreur du... copiste). Aux yeux des masses ouvrières, la direction du parti a discrédité le parti et les syndicats. Ni le premier, ni les seconds n'ont pu donner au prolétariat une défense contre les bureaucrates. Au contraire, le parti et les syndicats semblaient appuyer les bureaucrates contre les ouvriers.

La paysannerie pauvre a traité avec grande méfiance la collectivisation intégrale. Les faits en témoignent. Elle a vu en la collectivisation, d'une part une privation des privilèges que lui donnaient les exemptions d'impôts dont elle bénéficiait jusque-là, d'autre part le danger d'être soumise aux paysans moyens et aux koulaks, qui s'introduisaient dans les kolkhozes. (Les faits témoignent de ce que, même dans les communes, on fait son jeu sur le paysan propriétaire.) Les soi-disant groupes de paysans pauvres sont une fiction analogue à celles que sont pour les ouvriers l'auto-critique, l'épuration du parti, le patronage et d'autres maigres succédanés bureaucratiques de la démocratie dans le parti et l'appareil soviétique.

Les ouvriers agricoles, bon gré mal gré, devaient entrer dans les kolkhozes, car, pour eux, il n'y avait pas d'autre issue. Un rôle spécial sera joué dans la période à venir par le paysan moyen. Il devient de nouveau la figure centrale de la lutte des classes. L'amour des centristes (et des droitiers) pour la paysannerie moyenne était une pure démagogie, un moyen de faire la chasse aux oppositionnels bolcheviks-léninistes. En effet, les centristes et les droitiers ont donné à la paysannerie moyenne un appareil dont la bouche profère plus de menaces que de paroles, menaces qui influencent par la violence et l'arbitraire et à propos duquel Lénine disait qu'il humilie les citoyens soviétiques qui sont obligés d'être en contact avec lui.

Dans la collectivisation intégrale, le paysan moyen a vu avant tout un moyen pour lui extorquer le pain et les autres produits et de combler de bienveillance la paysannerie pauvre avec l'aide de son matériel vivant et mort (outils, bétail, etc.). Au lieu de l'exemple dont parlait Lénine et dont parle le programme de notre parti, – l'exemple vivant qui devait convaincre et persuader le paysan moyen de l'avantage des kolkhozes – on lui offre une souricière. À une collectivisation de cette sorte, il a répondu par ses procédés habituels : la grève active et passive, ou l'entrée dans le kolkhoze, afin de le faire sauter de l'intérieur par le désarmement technique (destruction du bétail, etc.).

11. Les « Décistes » étaient d'anciens membres de l'Opposition dite du « Centralisme démocratique » de 1919-1921, partiellement reformée autour de Sapronov et Smirnov en 1926 avec la constitution du « Groupe des 15 », qui rejoignit l'Opposition unifiée de Trotsky, Zinoviev et Kamenev. Comme ces derniers, ils furent exclus du parti et réprimés à partir de 1927.

La tâche politique qui est maintenant placée devant le parti, consiste à *rétablir la confiance* dont l'absence facilite le travail des forces thermidorienne souterraines. Aucune lutte sérieuse avec le capitalisme, qui avance n'est imaginable si préalablement on n'a pas renforcé les principales positions du parti du prolétariat et de la paysannerie pauvre.

Théoriquement, ce problème se résout relativement facilement en tant qu'il s'agit de la classe ouvrière et des journaliers agricoles. L'affaire est plus difficile avec le paysan moyen. Se satisfera-t-il du rétablissement de la N.E.P. et de la légalité révolutionnaire, ou demandera-t-il la néo-Nep et des revendications supplémentaires, incompatibles avec l'existence de la dictature du prolétariat ? Comment satisfaire la paysannerie moyenne sans cesser la lutte avec le koulak ? C'est déjà la question qui peut se résoudre avec clarté dans la pratique. Nous pouvons avec précision affirmer seulement que l'établissement de la démocratie dans le parti et dans les institutions soviétiques et l'Union de la paysannerie pauvre contre laquelle se révolte la bureaucratie, est le moyen grâce auquel on peut retenir les revendications de la paysannerie moyenne dans les limites compatibles avec les bases de la dictature prolétarienne. La démocratie dans le parti, ainsi que la démocratie soviétique à la campagne, sera le rétablissement d'un régime libre au sein du parti, la paysannerie moyenne ne croira pas que la légalité révolutionnaire est véritablement rétablie.

La période des paroles politiquement trompeuses est dépassé. Seule une politique communiste honnête et consciencieuse peut sauver la dictature prolétarienne. Le 16e Congrès du parti prend une importance exclusivement grave. Il est plus vraisemblable cependant, que la direction centriste tâchera de faire de lui le plus insignifiant des Congrès. Bien que le Congrès soit déjà sur le seuil, on ne fait même pas allusion à la nécessité d'une discussion dans le parti. Le parti ne peut pas admettre un tel mépris de ses droits. Il ne doit pas l'admettre, surtout dans un moment aussi critique.

Le monde entier a vu la bureaucratie centre-droite à l'œuvre. Les résultats sont là. Chaque membre du parti le voit autour de lui. Nous exigeons une large discussion du parti et de libres élections au Congrès. Toutes les nuances de l'opposition qui reconnaissent les principes du parti *uni* et la voie de la *réforme* doivent participer dans la discussion et dans les élections.

Nous exigeons la libération des oppositionnels détenus et le retrait de l'application de l'article 58 ¹². Nous exigeons le rappel de L. D. Trotsky de l'exil et sa réintégration dans le parti. Nous exigeons que le C.C. édite les documents existants de l'opposition de la période 1927-1930, et aussi les articles de Lénine sur la question nationale, ainsi que son testament politique. Ces demandes sont seulement préliminaires. La question de la démocratie du parti et ouvrière doit être posée dans toute son ampleur devant le Congrès lui-même.

Sans la démocratie du parti et ouvrière, toutes les corrections se transformeront inévitablement en déformations. Seul le contrôle révolutionnaire des masses est en état de subordonner l'appareil aux intérêts des masses. Nous estimons indispensable la réorganisation du C.C. et de la C.C.C. et la restitution au Congrès et au parti, des droits qui leur ont été arrachés formellement et transmis effectivement au C.C. et à la C.C.C.

Nous considérons comme indispensable de supprimer le poste de secrétaire général et de réduire le rôle de secrétaire du parti à l'exécution des fonctions techniques, avec la transmission des fonctions politiques au Bureau politique tout entier.

Nous estimons indispensable le changement de la méthode actuelle de répartition des membres du parti au travail. Nous exigeons la réorganisation complète du Bureau d'organisation, qui est aujourd'hui le soutien principal de la dictature de l'appareil.

Nous exigeons l'extension à toutes les organisations élues du parti, du système existant aux élections du

12. L'article 58 du Code Pénal de l'URSS concernait les crimes contre-révolutionnaire et fut appliqué pour réprimer les militants de l'opposition.

C.C. et de la C.C.C., c'est-à-dire le vote secret.

Nous exigeons une réduction considérable de l'appareil du parti, ainsi que des autres – syndicats, coopératives, État – pour destiner les ressources ainsi économisées à des investissements supplémentaires dans les constructions de sovkhozes et kolkhozes, et à des investissements de base de l'industrie.

Nous répétons notre demande du 4 octobre de l'an passé : l'ajustement, sur toutes les faces, du plan quinquennal, en ce qui concerne ses parties intérieures et en ce qui concerne les besoins de la classe ouvrière, la révision des contrats collectifs dans le sens de l'amélioration de la situation matérielle de la classe ouvrière, l'examen consciencieux des résultats de la semaine ininterrompue de travail, qui doit être considérée comme une mesure temporaire *exceptionnelle*, admissible seulement avec l'accord des ouvriers, établissement d'une liaison entre le salaire nominal et la croissance du budget, le rétablissement de la véritable activité des syndicats.

La politique du parti à la campagne : abolition formelle de la collectivisation intégrale, arrêt de la dékoulakisation en masse et de l'expulsion des koulaks des campagnes, en exceptant des cas isolés prévus par la loi, mais sans faire revenir dans les anciennes localités les koulaks déjà expulsés.

Une attention exceptionnelle de l'État envers les mouvements des kolkhozes en lui apportant l'aide financière et technique nécessaire. Création des Unions de paysans pauvres. Cette mesure est indispensable pour créer une base politique au mouvement des kolkhozes et comme appui politique à toute notre activité culturelle et sociale à la campagne (**).

Devant le parti se pose la question de résoudre le problème de l'approvisionnement du pays en produits alimentaires et matières agricoles, par la voie du renforcement de la construction des sovkhozes, en conservant le rythme de développement de l'industrie. C'est une tâche indubitablement lourde, mais cette tâche se transforme en une tâche pratique, même technique, si les prémisses politiques de sa résolution sont créées.

Nous ne proposons au parti aucun programme nouveau, nous luttons seulement pour le rétablissement de l'ancien programme vérifié dans de durs combats et dans des victoires glorieuses et de la ligne tactique du parti communiste bolchevique.

Avril 1930.

Ch. RAKOVSKY, V. KOSSIOR ; N. MOURALOV, V. KASPAROVA.

Notes :

(*) Ce chiffre pris dans la « *Revue de l'I.C.* » est manifestement faux, ce qui n'infirme cependant en rien la pensée de l'auteur.

(**) La direction centriste qui n'admet pas les Unions de paysans pauvres dans une partie des territoires de l'U.R.S.S. est obligée de les admettre en Ukraine, et de faire reposer sur eux tout le travail de la collectivisation. Les Comités de paysans pauvres en Ukraine se sont conservés parce qu'ils ont su se défendre, et n'ont pas permis à la politique de liquidation des années 1924-1925, d'aller plus loin que de les métamorphoser d'organisations d'un type demi-forcées en organisations d'un type libre.